

# Communistes

www.PCF.fr

## Conférence nationale de décembre

# Premiers échanges (p. 3)



## Vidéo

**Sénat : Pour la prise en charge à 100% des frais liés au cancer du sein**

**Industrie (p. 6)**

## La filière automobile

## MEDEF

On parle beaucoup, ici ou là, de droitisation de la société, le MEDEF lui semble plutôt s'inquiéter de la gauchisation des idées, économiques notamment. Patrick Martin, le patron des patrons, trouve le débat public nul. Le MEDEF a donc décidé de créer un club intitulé « Le front économique ». Composé de six groupes de travail, chaque fois présidé par un patron et un économiste (« indépendant » cela va de soi), ce club devrait « faire de vraies propositions » dans les prochains mois « pour influencer la décision publique qui ne prend pas assez en compte l'état de l'économie ». On avait pourtant l'impression que la parole patronale (et ses innombrables réseaux, médias, instituts, colloques...) infusait dans toute la société. Faut croire que ça ne leur suffit pas ; et que ça résiste dur, en bas, aux dogmes libéraux. Plutôt une bonne nouvelle. ☺

Gérard Streiff

**SOUSCRIPTION** (cliquez)

Je verse : ..... €

« **Donnez au PCF les moyens d'intervenir** »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

# JE SUIS GAZA

Sauve qui peut l'enfance



Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < [Imons@pcf.fr](mailto:Imons@pcf.fr) >

**2 novembre, à partir de 17 h :** « Le pluralisme de l'information, un impératif démocratique. Quel avenir pour les médias ? » : Rencontre-débat avec Léo Purguette, président et directeur éditorial de *La Marseillaise*. Salle de l'Ermitage, Digne-les-Bains (04)

**9 novembre, à partir de 9 h30 :** Colloque des 20 ans de la Fondation Gabriel-Péri, avec de nombreuses tables rondes et visite possible du siège du PCF. Entrée libre uniquement sur inscription : <https://gabrielperi.fr/colloques/20-ans-fgp/>. Espace Niemeyer-Siège du PCF, Paris (75019)

**16 & 17 novembre :** Fête de l'Humanité Normandie : musique, culture, politique... Entrée à partir de 20 €, gratuit pour les - de 12 ans. Parc des Expositions, Rouen (76)

**19 novembre, à partir de 19 h :** Les Wébeco : séance de formation en économie en visio. Cette semaine, La question de l'emploi. Lien de connexion : <https://us02web.zoom.us/j/8983950471?omn=85952992712>  
Code : 101917

**23 novembre :** Fête de l'Humanité 68 : accueil des invités, débat et échanges politiques, verre de l'amitié - brasserie alsacienne, soirée concert avec un groupe irlandais.

**23 & 24 novembre, à partir de 11 h :** 33<sup>e</sup> Fête de l'Humanité Bretagne : concerts, débats... Entrée 20 € les 2 jours, tarif solidaire 10 €, 1 jour 14 €. Parc des expositions, Lorient (56)

**30 novembre, à partir de 15 h :** Conférence-débat sur la place et l'apport du journal de Jean Jaurès : *l'Humanité*, avec Cédric Clérin, rédacteur en chef de *l'Humanité*, et Emmanuel Vire, dirigeant CGT du SNJ CGT. Apéritif convivial à la fin du débat. Espace 7, Sorgues (84)

**14 janvier, à partir de 19 h :** Les Wébeco : séances de formation en économie en visio. Cette semaine, La question de la formation. Lien de connexion : <https://us02web.zoom.us/j/8983950471?omn=85952992712> Code : 101917

**Début janvier :** Hommage au colonel Fabien (date à venir), organisé par la fédération du Haut-Rhin, l'Institut social d'histoire de la CGT et la Société d'histoire de Habsheim : accueil et mot de bienvenue, explication de l'hommage, cortège jusqu'à la mairie, dépôt de gerbes, buffet puis prise de parole, expo, projection. Habsheim (68)

# Renforcer le Parti pour reconquérir le monde du travail : une priorité organisationnelle et politique

**N**otre parti vise à retrouver sa place parmi les travailleurs et les catégories populaires. Depuis deux congrès, nous affirmons une stratégie de rassemblement du monde du travail autour d'intérêts de classe partagés face aux logiques du capitalisme. Mais pour que cette ambition devienne une implantation réelle et influente, un cap doit être franchi, à commencer par un engagement renforcé dans les lieux de vie et de travail. La campagne pour l'emploi et contre l'austérité, axée sur l'industrie et les services publics, illustre bien cet engagement : au-delà des revendications, elle vise à affermir notre présence locale et à renouveler nos méthodes d'action pour rester au plus près des réalités du monde du travail.

Aujourd'hui, nombre de Français perçoivent encore mal ce qui distingue le PCF d'autres forces de gauche. Notre visibilité médiatique a certes progressé, portée par notre secrétaire national et par notre candidat aux européennes, ce qui laisse entrevoir un nouvel électorat. Cependant, notre influence peine encore à s'installer durablement, comme en témoignent des scores autour de 2 à 2,5 %. Ce résultat nous interroge, car une partie de nos concitoyens ne voient pas encore le PCF comme une force politique pleinement crédible et influente.

À l'approche de notre conférence nationale, nous devons donc examiner les défis à relever pour



retrouver une place centrale dans la société française. Nos débats s'articuleront autour de trois questions essentielles : d'abord, l'analyse de la séquence électorale récente, notamment des européennes et législatives, et de ce qu'elle révèle sur l'état du PCF aujourd'hui ; ensuite, comment lutter plus efficacement contre l'extrême droite et les politiques capitalistes qui nourrissent sa progression pour gagner des transformations révolutionnaires ; enfin, quelles campagnes politiques et idéologiques prioritaires mener pour reconquérir le monde du travail et les catégories populaires, et quelles transformations sont nécessaires dans notre organisation pour y parvenir. Ces questions

doivent susciter le débat et faire émerger des réponses dans toutes les assemblées locales, adaptées aux réalités de chaque territoire.

Sur le plan organisationnel, la campagne qui se profile doit atteindre un double objectif : d'une part, mobiliser et renforcer nos rangs avec de nouvelles adhésions, une meilleure représentativité des femmes, et de nouvelles pratiques militantes ; d'autre part, garantir un suivi rigoureux des fédérations et offrir des formations pour consolider notre projet politique. Ce travail de fond est indispensable pour donner plus de poids à notre action et faire avancer nos idées dans le pays.

Cette réorganisation n'est pas seulement nécessaire : c'est le moyen de transformer le Parti pour en faire une force plus efficace, capable de structurer et d'amplifier les luttes. Car, comme le disait Lénine, « là où il y a une volonté, il y a un chemin » – mais ce chemin exige une organisation solide pour mener à bien nos objectifs. ✪

**Véronique Mahé**

**SOUSCRIPTION** (cliquez)

**Je verse : ..... €**

**« Donnez au PCF les  
moyens d'intervenir »**

Chèque à l'ordre de « ANF PCF :

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

# Le juridique est au cœur de l'actualité féministe

**L**e juridique est au cœur de l'actualité féministe. Le procès de Mazan se poursuit et déroule la logique de continuum des violences construisant un sentiment d'impunité tenant le cap jusque devant l'évidence des preuves.

Une coalition de 45 associations et syndicats s'est organisée pour réclamer auprès de l'État une loi-cadre intégrale contre les violences faites aux femmes revendiquée par les féministes (dont les communistes !) depuis de longues années.

Face à une situation extrêmement grave que vivent les femmes au quotidien, seul un renforcement majeur des services publics pourra permettre un changement de société profond. Police, justice, santé, éducation, accès aux droits, les clés de la lutte contre les violences sont connues. Pourtant, le service public est attaqué par le gouvernement Barnier. Les besoins financiers sont budgétisés mais ignorés : 2,6 milliards d'euros par an. Le coût du déni et du désengagement de l'État lui aussi est connu : une femme meurt tous les trois jours sous les coups, une femme est violée toutes les 7 minutes en France. Les parcours judiciaires sont des violences supplémentaires exercées sur les victimes comme peut le vivre et en témoigner Gisèle Pelicot.

Fermant les yeux sur cette nécessité de service public, un débat anime notre société autour de la définition juridique du viol et d'une potentielle entrée du consentement dans celle-ci. Une fausse bonne idée qui a l'avantage de ne pas coûter un centime. Le problème réside dans la culture du viol,



dans l'accueil au commissariat, dans l'absence de protection des femmes qui ont pourtant porté plainte, dans la formation des professionnel·les concerné·es, pas dans le fait de savoir si la victime était consentante ou non. Plus de 90 % des plaintes pour violences sexistes et sexuelles sont classées sans suite. Voilà où est le problème. Le viol est bien le seul crime où l'on interroge l'attitude de la victime. Qu'en est-il de la stratégie de l'agresseur et de la contextualisation des faits ? Le viol n'a pas à voir avec la sexualité, c'est l'exercice d'une domination. Interroger le consentement c'est remettre en cause l'attitude de la victime, ce qui se passe déjà aujourd'hui dans un tribunal comme peut le subir Gisèle Pelicot. Tirons les leçons de ce procès déjà historique. Le sujet est complexe, nous en débattons lors de l'Assemblée des femmes le 1er décembre en présence d'Emmanuelle Piet, présidente du Collectif féministe contre le viol.

Quand la justice est rendue par exemple dans le procès de Nicolas Bedos, on s'interroge sur la

potentielle dureté de la peine. Force est de constater que l'on a peu l'habitude d'une condamnation qui respecte strictement les dispositions prises par la loi ! Serait-on à l'aube de la fin d'une ère, un tournant qui inquiète le royaume des impunis ?

Soyons nombreuses et nombreux dans la rue le 23 novembre pour défendre nos propositions et promouvoir le besoin de service public, sans quoi les droits des femmes continueront d'être classés sans suite. ✪

**Shirley Wirden**  
membre du CEN

Brochure du siège du PCF

10,00 € TTC

Illustrée par de nombreuses et superbes photographies, souvent inédites, ce recueil donne à voir cette « sublime forteresse » dessinée par Oscar Niemeyer.

En stock

1 AJOUTER AU PANIER

Catégories : Divers, Livres

**T**out ce que vous avez toujours voulu savoir sur le siège du PCF sans jamais oser le demander. Eh bien voilà ! Une brochure d'une grande qualité, avec photos et texte inédits, intitulée « La Maison des communistes », vient de paraître et vous révélera son âme profonde. Vous pouvez vous la procurer en passant vos commandes sur <https://boutique.pcf.fr/produit/brochure-siege-pcf/>

# Le site de Ciné-Archives fait peau neuve !

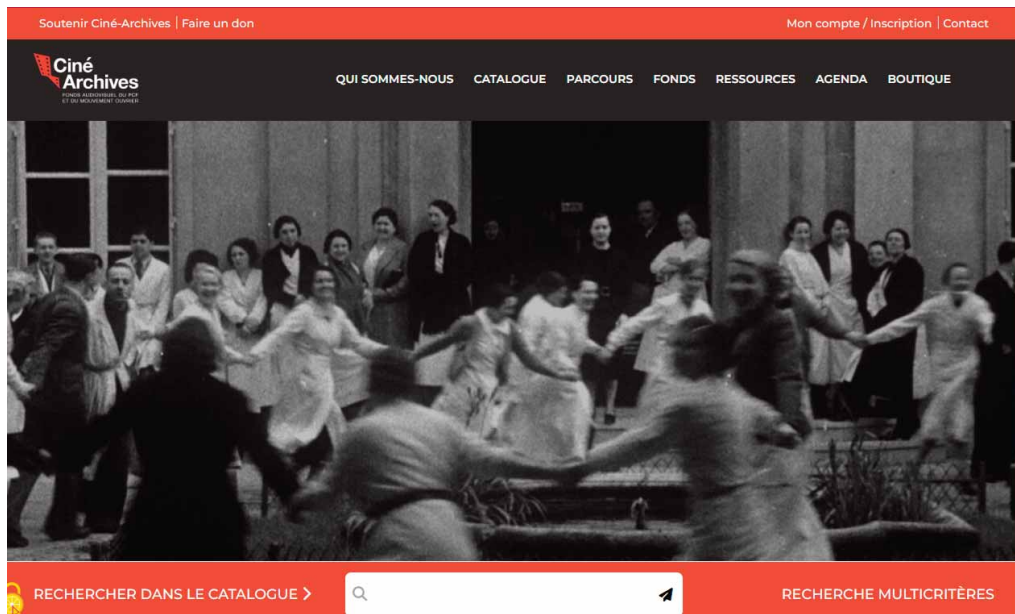
**C**iné-Archives conserve les films produits à l'initiative du Parti communiste et des organisations du mouvement ouvrier depuis les années 1920.

Plus de 900 films sont visibles gratuitement en ligne à l'adresse [www.cinearchives.org](http://www.cinearchives.org). Ciné-Archives a travaillé ces derniers mois à une nouvelle version du site web, dans l'idée d'offrir davantage de suggestions de visionnage et de parcours guidés à travers les collections. Le grand public et les professionnels y retrouveront les fonctionnalités du site précédent et des rubriques nouvelles, dans une toute nouvelle présentation.

Petit tour d'horizon des nouveautés !

La première section mise en avant sur le site concerne les « **parcours** », sortes de visites guidées à travers les collections de Ciné-Archives. Retrouvez pour chaque thème une sélection de films, des extraits commentés, une analyse historique détaillée et des ressources bibliographiques et filmographiques. Le nouveau site offre une nouvelle navigation dans les parcours déjà existants, entièrement remis à jour (**Front populaire, guerre d'Espagne, banlieue rouge, fête de l'Humanité, guerre froide**), et en propose un nouveau consacré au **Premier mai**, rédigé par Danielle Tartakowsky.

La nouvelle rubrique « **Fonds** » regroupe des films en



fonction de leur provenance. On y trouve des pages dédiées à des films de cinéastes professionnels comme **Med Hondo**, ou produits par des associations, syndicats et collectifs. Cette rubrique fait également la part belle aux films amateurs, que Ciné-Archives collecte depuis une vingtaine d'années.

Une nouvelle rubrique « **Ressources** » offre un espace sur lequel découvrir des ressources conservées ou produites par Ciné-Archives, qui éclairent d'un autre jour le patrimoine conservé par l'association. On y trouve des **entretiens filmés** avec des figures du monde intellectuel, artistique et politique, grâce à des réalisateurs et sociétés de production

ayant déposé des rushes de documentaires ; une **sélection d'articles** originaux rédigés par des spécialistes de l'histoire du mouvement ouvrier et du cinéma militant et un **trombinoscope** regroupant les films associés à des personnalités.

Le **catalogue en ligne** offre plus de 900 films. Vous pouvez effectuer une recherche simple ou une recherche multicritères (par thème, noms propres, dates, réalisateur...), choisir vos préférences d'affichage des résultats (avec des grandes vignettes ou avec un résumé), enregistrer les films à vos sélections pour les retrouver plus tard, et exporter les sélections.

Dans un souci de faire découvrir au maximum les films du catalogue, le nouveau site propose, à la fin de chaque fiche documentaire, des **recommandations** de films à regarder sur des thèmes similaires (sur la base de mots clés communs utilisés pour indexer des films).

La réalisation de ce nouveau site a été rendue possible par le soutien financier de nos partenaires institutionnels : la **DRAC Île-de-France** (délégation régionale du ministère de la Culture) la **ville de Paris** et la **Fondation Gabriel Péri**. 🇫🇷

**Marion Boulestreau**

# Une nouvelle industrialisation de la filière automobile basée sur la coopération et la réponse aux besoins

**E**n quelques décennies, les exigences de rentabilité sans fin s'imposent à l'industrie automobile française avec des conséquences sociales, sociétales et environnementales désastreuses.

Au nom de la réduction des coûts, tous les secteurs d'activités sont confrontés aux externalisations et délocalisations des activités industrielles et d'ingénieries. La mise en concurrence des salariés à l'échelle de la France et des autres pays européens a pour objet de conduire l'ensemble des salariés vers toujours plus de moins disant sociaux (salaire en baisse, conditions de travail dégradées...).

- Entre 2006-2021, la filière française perd près de 120 000 salariés, soit 40 % de ses emplois. En 20 ans, la production de véhicules particuliers en France de Renault et Stellantis est divisée par 3,76 (2,7 millions en 2000 à 735 000 en 2023) avec un seul véhicule fabriqué en France dans le Top 10 des ventes pour 2023.

- Les véhicules sont toujours plus puissants, plus lourds, plus chers et toujours plus inaccessibles. Leur prix de vente a augmenté de près à 50 %. Et l'électrification des véhicules n'a pas fracturé ce paradigme, au contraire !

- Ceci a pour effet de voir le parc automobile d'occasion français et européen continué à vieillir dangereusement : La part des voitures âgées de plus de 10 ans en Europe occidentale atteint désormais

plus de 51,2 % en 2022. C'est particulièrement élevé dans les pays d'Europe du Sud, (presque 60 % en Italie). Dans les pays de l'Est, elle est de 77 % en moyenne et atteint même 81 % à la fois en Pologne et en Roumanie. Ajoutée aux fabrications délocalisées dans les pays à l'énergie carbonée, la baisse des gaz à effet de serre n'est pas pour demain.

- En 2023, la balance commerciale du secteur automobile est déficitaire de 23,9 milliards d'euros. Les fonds publics accordés sans conditionnalité au nom du soutien à la filière automobile sur la période 2020-2022 atteignent 5,8 milliards d'euros.

Nous avons besoin d'une nouvelle industrialisation de la filière automobile et de toute l'industrie, basée sur la coopération entre les différents acteurs locaux, nationaux et européens dans la perspective de répondre aux besoins des populations.

En ce sens, des droits nouveaux avec de réels pouvoirs décisionnels doivent être apportés aux organisations syndicales et aux populations pour que les dimensions sociales, sociétales et environnementales soient la matrice des choix de R&D, d'industrialisation et de financement des services publics.

La conditionnalité des aides publiques à la préservation et au développement de l'emploi, l'arrêt des délocalisations, la réindustrialisation du pays avec l'accès à des prêts publics à taux 0 %, l'amélioration des conditions sociales (salaires, conditions de tra-



vail, départs anticipés et retraite à 60 ans...), sont autant de sujets que le PCF portera dans sa campagne sur l'industrie et les services publics. ✪

**Fabien Gâche**



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19<sup>e</sup>  
COMITÉ DE RÉDACTION:  
Igor Zamichiei (directeur),  
Gérald Briant, Amado Lebaube,  
Léna Mons, Rachel Ramadour.

RÉDACTION: Gérard Streiff / Mèl: [communistes@pcf.fr](mailto:communistes@pcf.fr)

RELECTURE: Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: [Zouhair@NAKARA.info](mailto:Zouhair@NAKARA.info)

(Tél.: 06 07 99 90 81) Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

# Environnement: il est temps d'agir

Comme chaque fin d'année, une séquence COP a ouvert ses portes. La COP16 sur la biodiversité se déroule en ce moment à Cali. Elle sera suivie de la COP29 sur les changements climatiques à Bakou en novembre.

Ces COP prennent place dans un contexte écologique et climatique de plus en plus tendu. Le dernier

rapport de la WWF, Planète vivante 2024, alerte sur le fait que la taille moyenne de certaines populations d'animaux sauvages aurait décliné de 73 % depuis 1970. Les événements climatiques extrêmes (ouragans, sécheresses, inondations...) sont de plus en plus fréquents et violents.

Au-delà de l'aspect environnemental en tant que tel, le défi écologique présente une urgence commune pour tous les peuples. Si nous voulons continuer à vivre et à nous développer, il est urgent de repenser tout le système et de produire autrement et intelligemment. Dans ce contexte, les cadres de coopération à l'échelle internationale sont plus que jamais nécessaires.

Le MJCF fait siens les objectifs posés par l'ONU.

La France n'est pas épargnée par les événements climatiques, en témoignent les dernières inondations. Les tempêtes, comme Kirk, ou l'épisode Cévenol, verront eux aussi leur fréquence et leur puissance augmentées sous les effets du changement climatique.



Il est urgent de révolutionner notre manière de produire et de consommer pour limiter au maximum le changement climatique ; il est également essentiel de s'adapter pour protéger les populations de ses effets irréremédiables. Notre économie et notre société doivent évoluer pour mieux résister aux effets des changements

climatiques. S'y préparer dès maintenant permettra de sauver des vies et de réduire les coûts plus tard. Mais pour cela, une réflexion globale concernant les infrastructures est nécessaire : les routes et ponts devront être capables de résister aux tempêtes ou à des températures plus élevées, certaines villes devront disposer de systèmes anti-inondation. Ainsi, la recherche est indispensable pour développer les systèmes et matériaux nécessaires à cette adaptation.

Le défi écologique ne peut se relever sans moyens et sans la jeunesse la mieux formée. Il est urgent d'investir massivement dans les universités, et de rebâtir un service public de l'Enseignement supérieur et de la Recherche à travers la création d'au moins quatre nouvelles universités.

Répondre au défi climatique est incompatible avec un système capitaliste à bout de souffle. Plus que jamais, pas d'écologie sans révolution !✳



Soutenons l'Avant-Garde  
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde  
2 place du Colonel Fabien 75019  
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

## PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

**Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.**

**Je verse :**..... € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM.....PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL..... VILLE.....

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »  
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

## Union européenne

# À quand la paix et la prospérité promises ?

**A** lors que depuis sa création, l'Union européenne vante la « paix et la prospérité », c'est à un alignement sur la politique des États-Unis que nous assistons plutôt, dans une logique de bloc.

Alors que depuis deux ans, la guerre a atteint le continent européen lui-même, c'est malheureusement cette politique pro-OTAN qui est de nouveau favorisée, et ce au risque d'un embrasement du conflit. Cette ligne, c'est également celle qui a été confirmée lors de la présentation de la Commission européenne dévoilée par Ursula von der Leyen le 17 septembre dernier. Celle-ci « démontre le projet politique des classes dirigeantes européennes : celui d'imposer une nouvelle et violente cure d'austérité aux peuples, en poussant les États membres à accélérer le démantèlement des politiques sociales et des services publics, au mépris de la souveraineté des peuples et d'un développement social partagé.<sup>1</sup> »

Une Commission européenne qui entend d'une part confirmer son dogmatisme néo-libéral austéritaire et continuer à favoriser l'engrenage guerrier de l'autre. Pourtant, ces politiques se heurtent de plus en plus à la réalité. C'est le cas, de nouveau, avec les priorités affichées de l'Union européenne pour 2024-2029<sup>2</sup>. Celles-ci sont au nombre de 3 :

**1. Défendre une Union européenne démocratique et libre.** Quid de ces « valeurs démocratiques » lorsque l'un des vice-présidents de la Commission européenne n'est autre que Raffaele Fitto membre du parti néo fasciste « Fratelli d'Italia » et condamné par le passé pour corruption ? Quid des valeurs lorsque Ursula von der Leyen annonce le 14 octobre dernier



une nouvelle législation pour favoriser les expulsions de migrants alors même que les mesures prises actuellement par l'Union européenne sont déjà totalement illégales d'un point de vue du droit international et des Conventions de Genève ?

**2. Une Europe forte et sûre.** Ce que nous avons pu observer ces dernières années, que ce soit pendant la pandémie, depuis le début de la guerre en Ukraine ou avec les crimes contre l'humanité perpétrés en Palestine et l'agression du Liban, c'est bien une absence totale de la diplomatie européenne au profit d'un alignement sur la politique étrangère des États-Unis. Quid de « l'autonomie stratégique » et de la lutte contre les dépendances dans ce contexte ? Pourtant l'UE n'aurait-elle pas intérêt à être un acteur au service de la paix entre les peuples ? Idem pour les questions de sécurité : Depuis quand faire la guerre est le chemin le plus court pour la paix ? L'Union européenne et les pays qui la composent n'auraient-ils pas intérêt à enfin entamer des pourparlers pour la paix et la sécurité collective au niveau paneuropéen comme défendre une paix juste et durable au Moyen et Proche-Orient ? En quoi l'élargissement



d'une UE libérale et atlantiste vers l'Est permettrait-il à l'UE de sortir renforcée, et ne serait-il pas une étape supplémentaire dans l'engrenage des affrontements ?

**3. Une Europe prospère et compétitive :** Comment peut-on croire que les nouvelles cures d'austérité prévues vont nous permettre de parvenir à la prospérité et à la compétitivité ? Aujourd'hui les peuples comme les entreprises ont besoin de services publics forts, notamment dans les domaines des transports, de l'énergie ou de secteurs fondamentaux comme l'éducation et la santé. La transition écologique et la neutralité carbone sont inatteignables sans un investissement massif des États et une réindustrialisation.

Les auditions des commissaires, par le Parlement européen se dérouleront du 4 au 12 novembre avant leur validation. Une chose est sûre, rien ne va dans la nouvelle Commission européenne : ni le casting, ni ses orientations politiques. Le dogmatisme néolibéral voudrait nous faire croire que la formule magique du « tout marché » permettrait de résoudre la crise systémique. Pourtant les faits sont têtus et la réalité est en totale contradiction avec les dogmes prônés par Bruxelles. Il est grand temps de changer de cap mais cela nécessite que les intérêts des travailleurs et peuples d'Europe soient enfin entendus. ♻️

**Charlotte Balavoine**  
responsable du collectif Europe

1. [https://www.pcf.fr/nouvelle\\_commission\\_europeenne](https://www.pcf.fr/nouvelle_commission_europeenne)

2. [https://european-union.europa.eu/priorities-and-actions/eu-priorities/european-union-priorities-2024-2029\\_fr](https://european-union.europa.eu/priorities-and-actions/eu-priorities/european-union-priorities-2024-2029_fr)